

Scandale de Fournas : la France est vraiment malade de la gauche



Grégoire de Fournas a dit la vérité et il doit être puni, comme tous ceux qui disent une vérité qui ne plaît pas. Mais comment faire ?

L'article 26 de la Constitution prévoit que : « Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions. »

Cela paraît la moindre des choses, car un député, c'est fait pour avoir des opinions et les dire. Il est élu, et payé, pour cela. S'il ne peut plus s'exprimer, autant aller casser des cailloux.

Alors comment punir Grégoire de Fournas pour son

exécrable et raciste (selon les bonnes âmes hypocrites de gôche) intervention à l'Assemblée, en réponse à Carlos Martens Bilongo (qui est né en France mais ses parents n'ont pas jugé bon de lui donner un prénom français, et qui parle, dit-on, un français approximatif ?)

En faisant appel à la déclaration des droits de l'homme de 1789 dans son article 10 : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. »

Cette intervention de Grégoire de Fournas devait être châtiée comme il se doit. Aussi on a inventé qu'il avait troublé l'ordre public.

L'ennui, c'est que ceux qui inventent qu'il a troublé l'ordre public mentent car ce sont eux-mêmes qui ont troublé l'ordre public. C'est la NUPES qui est responsable de tout ce bazar.

C'est cette député(e) en vert derrière Carlos Martens Bilongo qui a donné le ton tout de suite en se levant et en hurlant, l'air mauvais, avant même que celui-ci ne réagisse. Elle lui a dicté la marche (infâme) à suivre. Elle a donné le ton. À croire qu'elle était là pour le faire. En l'occurrence, c'est elle qui a attaqué.

D'ailleurs on le sent bien en regardant la vidéo : dans les secondes qui ont suivi les mots de Fournas, Carlos Martens Bilongo n'a strictement rien dit, il s'apprêtait à continuer son discours.

Mais interrompu par le bruit qui enflait, il a fini par comprendre qu'il y avait un coup médiatique à faire et qu'il pouvait se transformer en victime expiatoire du racisme : il ne s'en est pas privé et

désormais ses larmoiements minables se répandent.

Quelle chance, quel coup, il met tous les colorés de France et de Navarre de son côté et ouvre une brèche dans la dédiabolisation du FN ! Inespéré !

Dans son rôle de commissaire politique, l'élue LFI qui a lancé l'offensive n'est pas mal, bien que sa tenue invoque l'espérance : car ce vert-là, c'est normalement le vert de l'espérance.

Mais c'est plutôt l'inverse qui surgit chez ceux des Français qui ne s'en laissent pas conter : la désespérance de voir le débat purement et simplement confisqué et interdit à l'Assemblée par le chœur des salopards qui veulent faire s'écrouler la France sous le poids sans cesse renouvelé de migrants inassimilables, ruineux et trop souvent, délinquants.

C'est donc la NUPES qui a sciemment perturbé l'ordre au sein de l'Assemblée et non pas Grégoire de Fournas.

Pour faire bonne mesure, on accuse Grégoire de Fournas de racisme : ben voyons.

Le racisme est défini ainsi par le Petit Robert : c'est l'idéologie postulant la supériorité d'une race. C'est la discrimination, l'hostilité violente envers un groupe humain.

En quoi le fait de dire que le bateau devait retourner là d'où il venait constitue-t-il une affirmation de supériorité, ou une hostilité violente ? La violence n'est-elle pas plutôt chez la NUPES et les esclavagistes ?

C'est plutôt une question d'humanité : laisser les

gens vivre dans leur pays, leur milieu, s'opposer aux esclavagistes qui les manipulent en bon vendeurs de chair fraîche et nous manipulent aussi en essayant de nous faire croire que leur comportement de marchands d'hommes est humain.

Une question de bon sens aussi, Rocard l'avait dit il y a déjà longtemps : nous ne pouvons pas secourir toute la misère du monde.

Également une question importante pour l'avenir de l'emploi en France : Georges Marchais, dans une vidéo succulente, expliquait que nous devons suspendre immédiatement l'immigration légale et illégale, il y a trente ans.

Grégoire de Fournas est tout à fait dans son rôle quand il dit son opinion sur l'immigration incontrôlée, véritable suicide français.

Il a le droit et aussi le devoir, tout simplement, de le dire. Sinon, que ferait-il à l'Assemblée ? Il a été élu pour cela.

Fin octobre, le député RN Alexandra Masson avait aussi suscité une hypocrite indignation en soulignant que le sauvetage en mer est fait pour sauver des vies, non pour aller chercher toujours plus de migrants. C'est une évidence mais nos députés soumis (et surtout les prétendus insoumis) n'acceptent plus la vérité quand elle dérange leur idéologie.

Les hyènes journalisteuses, qui n'ont pas été élues, et ne doivent leur pain qu'à leurs courbettes, aboient et tentent de dicter à tous et à Grégoire de Fournas ce qu'il doit penser.

Sur BFM TV, Fournas explique très bien ce qui s'est

passé, et Brice Toussaint et son acolyte passent leur temps à lui couper la parole en posant des questions doucereuses.

Moussa Darmanin, qui n'a pas été élu non plus, demande la démission de Fournas, tout simplement. Mais Grégoire de Fournas fait son métier et il le fait bien. Pas comme Moussa.

On est devant une manipulation indécente, rien d'autre. Une tentative réussie de confiscation de la parole, de paralysie de nos institutions.

Grégoire de Fournas se voit exclu pour deux semaines et son salaire réduit de moitié. Le député Rebeyrotte avait fait un salut nazi à l'Assemblée il y a quelques temps, sans recevoir aucune sanction. Forcément, il est PS, personne ne lui cherche noise.

Avec leurs cris d'orfraies, les enragés nupistes et apparentés donnent un coup de butoir dans nos institutions. On ne sait plus à quoi elles servent.

L'Assemblée nationale dans ce poisseux fatras ne sait plus comment elle s'appelle. La démocratie s'effiloche encore davantage. La France est vraiment malade de la gauche.

Sophie Durand